

# SIPRI YEARBOOK 2012

Armaments,  
Disarmament and  
International  
Security

**Résumé en français**

## **STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE**

Le SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) est un institut indépendant de recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement. Créé en 1966, le SIPRI fournit des données, des analyses et des recommandations sur la base de sources ouvertes, aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux médias et à tout public intéressé.

## **GRIP – GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Créé à Bruxelles en 1979, le GRIP est un centre indépendant de recherche sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits, notamment en Afrique subsaharienne. Expert dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes légères et le contrôle des transferts d'armements, il étudie aussi la politique de défense de l'Union européenne, la production d'armements, les doctrines et les programmes militaires et l'évolution des institutions internationales (ONU, OSCE, OTAN).

Traduction : Danièle Fayer-Stern (GRIP)



### **STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE**

Signalistgatan 9  
SE-169 70 Solna, Sweden  
Telephone: +46 8 655 97 00  
Fax: +46 8 655 97 33  
Email: [sipri@sipri.org](mailto:sipri@sipri.org)  
Internet: [www.sipri.org](http://www.sipri.org)



GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Chaussée de Louvain, 467  
B-1030 Bruxelles  
T +32 (0)2 241 84 20  
F +32 (0)2 245 19 33  
[admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
[www.grip.org](http://www.grip.org)

## LE SIPRI YEARBOOK

Le *SIPRI Yearbook 2012* présente des données originales, notamment sur les dépenses militaires mondiales, les transferts d'armes internationaux, la production d'armements, les forces nucléaires, les conflits armés majeurs et les opérations de paix multilatérales, en combinaison avec des analyses pointues sur les aspects importants du contrôle des armements, de la paix et de la sécurité internationale. Publié pour la première fois en 1969, le Yearbook est écrit par des chercheurs du SIPRI et des experts extérieurs invités.

Cette brochure résume le contenu du *SIPRI Yearbook 2012* et propose des échantillons des données et analyses qu'il contient.

### TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
1. Face aux atrocités : la nouvelle géopolitique de l'intervention	3
<b>Partie I. Sécurité et conflits, 2011</b>	
2. Conflit armé	4
3. Opérations de paix et gestion des conflits	6
<b>Partie II. Dépenses militaires et armements, 2011</b>	
4. Dépenses militaires	8
5. Production d'armements et services à caractère militaire	10
6. Transferts d'armes internationaux	12
7. Forces nucléaires mondiales	14
<b>Partie III. Non-prolifération, contrôle des armements et désarmement, 2011</b>	
8. Contrôle des armements nucléaires et non-prolifération	16
9. Matières chimiques et biologiques : réduire les menaces à la sécurité	18
10. Contrôle des armes classiques	20
Annexes	22



## INTRODUCTION

---

BATES GILL

---

Le *SIPRI Yearbook 2012* rassemble les contributions de 39 experts issus de 17 pays, qui commentent et analysent les tendances et les développements importants en matière de sécurité internationale, armements et désarmement. Leurs analyses ont permis de dégager trois tendances persistantes qui sous-tendent un nouvel ordre sécuritaire mondial, plus dynamique et plus complexe.

### **Contraintes sur les puissances établies**

En 2011, les puissances établies au sein du système mondial – en particulier les États-Unis et leurs alliés transatlantiques – ont continué de faire face à des restrictions de leurs capacités économiques, politiques et militaires à relever les défis sécuritaires mondiaux et régionaux. Ces contraintes étaient avant tout imposées par des mesures d'austérité budgétaire dues à la crise des finances publiques qui a frappé la plus grande partie du monde développé.

Cependant, les insurrections et les changements de régimes survenus dans le monde arabe ont suscité intérêt et réactions au plan international, notamment l'intervention en Libye, mandatée par l'ONU et menée par l'OTAN. Largement soutenue durant la dernière décennie, l'expansion des traditionnelles opérations de paix connaîtra également un déclin dans les prochaines années. De plus, leurs principaux donateurs cherchent à diminuer leur soutien aux institutions multilatérales pour se concentrer sur des missions plus petites et plus rapides.

### **Émergence continue de nouvelles puissances et d'acteurs non étatiques**

Partout dans le monde, des États extérieurs au système traditionnel d'alliance américaine

développent des capacités économiques, diplomatiques et militaires afin d'influencer la situation sécuritaire régionale et, dans certains cas, mondiale. Une analyse en profondeur de la violence armée dans le monde révèle le rôle déstabilisateur d'acteurs non étatiques qui prolongent les conflits et se livrent à la violence contre des civils.

Malheureusement, le monde entier est aux prises avec les changements structurels continuels qui définissent le paysage sécuritaire actuel et dépassent souvent la capacité des institutions et des mécanismes en place à les affronter. Il faudra du temps aux puissances établies et émergentes pour se mettre d'accord sur les priorités de l'ordre, la stabilité et la paix internationaux, sur leur mise en œuvre et leur défense.

### **Des normes et des institutions dans la tourmente**

Les organisations multilatérales chargées de promouvoir et appliquer des normes de stabilité et de sécurité peinent à engendrer la volonté politique et les ressources financières nécessaires à accomplir leurs mandats. Il demeure à ce niveau des lacunes qui nécessitent des mécanismes nouveaux et plus efficaces.

Il conviendra de se tourner bien davantage sur des solutions moins militarisées pour résoudre les défis sécuritaires qui s'annoncent. Plus important encore, les solutions militaires traditionnelles s'avéreront inadéquates face à bon nombre de ces défis sécuritaires. C'est sans doute d'une nouvelle forme d'intégration de la diplomatie préventive, des technologies de prévention et d'alerte précoce ainsi que de partenariats transnationaux de coopération dont nous aurons besoin. ●

*Dr Bates Gill* est directeur du SIPRI.



# 1. FACE AUX ATROCITÉS : LA NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DE L'INTERVENTION

GARETH EVANS

Le défi le plus important de notre époque en termes d'éthique, de politique et d'institutions, est celui d'assurer la protection des civils, victimes à la fois de la guerre et d'atrocités de masse. Le monde a de plus en plus de conscience du problème de la protection civile, ce qui s'accompagne d'une volonté bien plus grande et manifeste d'y remédier – du moins en principe.

## Nouveaux paradigmes pour un siècle nouveau

Ce domaine connaît deux avancées normatives. La première est un spectaculaire regain d'intérêt, depuis 1999, pour le droit et la pratique de la protection des civils (PC) dans un conflit armé. La deuxième est l'émergence en 2001 du concept de la responsabilité de protéger (R2P), qui s'est étendu au monde entier depuis 2005.

Un principe est aujourd'hui quasi universellement accepté : la souveraineté de l'État n'est pas un permis de tuer mais implique au contraire la responsabilité de ne pas nuire – ou permettre de nuire – gravement à son propre peuple. La communauté internationale a également deux responsabilités : aider les États qui en ont besoin ou le demandent à accomplir cette obligation et prendre des initiatives collectives, opportunes et décisives, conformément à la charte des Nations unies.

## La Libye et après

La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, autorisant l'intervention militaire en Libye afin d'empêcher ce qui était considéré comme un massacre imminent, a parfaitement

illustré la mise en œuvre de ces principes. Il semblerait qu'une nouvelle référence se soit ainsi établie pour évaluer toute nouvelle velléité d'intervention. Toutefois, l'application de ce mandat a fait réapparaître d'importantes divisions géopolitiques.

La paralysie du Conseil de sécurité concernant la Syrie au cours de l'année 2011 et les vetos russe et chinois face à une résolution condamnatoire pourtant prudente, ont soulevé une question épineuse sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger : la résolution 1973 n'aura-t-elle été qu'une apogée, suivie d'un repli sur une attitude frileuse ?

## L'avenir de la protection civile

La véritable question est : la géopolitique de l'intervention, qui semble être née avec la résolution 1973, est-elle viable, ou au contraire, comme le suggère la réaction face à la situation syrienne, assistera-t-on au retour d'une géopolitique plus familière, plus cynique ?

Optimiste, l'auteur est d'avis que le nouvel engagement normatif envers la protection civile est bel et bien vivant. Selon lui, les événements qui ont suivi l'intervention en Libye n'ont pas tant été considérés comme l'échec d'une approche coopérative que comme les inévitables balbutiements de toute nouvelle norme internationale. L'initiative brésilienne de la « protection responsable », axée sur des critères d'usage de la force plus clairs et sur une surveillance plus efficace, représente une alternative constructive. ●

*Gareth Evans a été ministre australien des Affaires étrangères (1988-1996) et président de l'International Crisis Group (2000-2009). Il est actuellement chancelier de l'Université nationale australienne.*



## 2. CONFLIT ARMÉ

Aussi soudains que spectaculaires, les soulèvements populaires de 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – le « Printemps arabe » – ont produit différents modèles de conflits. Ces événements n'étaient toutefois pas isolés des tendances conflictuelles contemporaines.

Ils permettent au contraire de dégager certaines évolutions à long terme présentes dans les conflits armés de ces dernières décennies. L'ampleur, l'intensité et la durée des conflits armés dans le monde ont nettement changé, de même que les principaux acteurs impliqués dans la violence. Ensemble, ces changements pointent vers l'émergence d'un environnement conflictuel significativement différent de celui qui a prévalu pendant la plus grande partie du 20e siècle.

### La première année du Printemps arabe

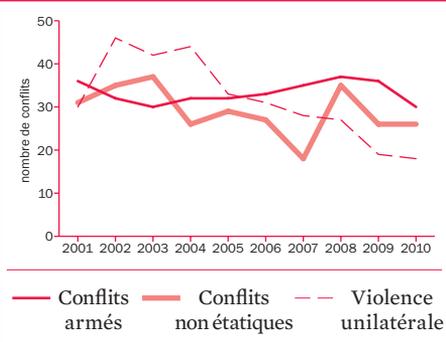
Les soulèvements du Printemps arabe se sont rapidement étendus d'un pays à l'autre, affectant de grandes parties de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Malgré certains traits communs – grandes manifestations, actions non violentes, absence de dirigeants uniques et utilisation des places centrales dans les grandes villes –, ils se distinguent à certains égards. Ainsi l'ampleur des revendications – allant de l'amélioration des situations économiques au changement de régime – et le degré de violence varient.

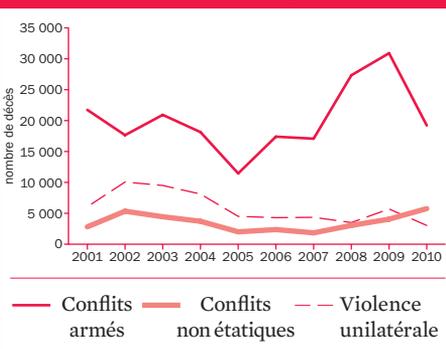
Si l'Algérie et le Maroc ont connu relativement peu de décès, d'autres, comme le Bahreïn, l'Égypte, la Tunisie et le Yémen, ont été plus sévèrement touchés. Les plus hauts niveaux de violence ont été enregistrés en Libye et en Syrie.

Les réactions internationales ont varié, le soutien extérieur étant limité à quelques cas.

### NOMBRE DE CONFLITS, 2001-2010



### NOMBRE DE DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE ORGANISÉE, 2001-2010



Les puissances occidentales, comme la France et les États-Unis, ont d'abord soutenu les gouvernements d'Égypte et de Tunisie avant de pousser au changement. Dans le cas libyen, elles se sont très tôt opposées activement au régime, avec l'approbation de l'ONU et par le truchement de l'OTAN. S'agissant du conflit en Syrie, la Chine et la Russie, toutes deux de plus en plus critiques face à l'usage international de la force, se sont opposées aux initiatives occidentales visant à sanctionner le régime en place. Les tierces parties ont eu très peu de marge pour s'impliquer dans la résolution de ces crises, seul le Yémen ayant connu de véritables négociations.



La première année du Printemps arabe a donné des résultats mitigés. Si certains régimes sont tombés, d'autres se sont livrés à la répression de la résistance populaire. Néanmoins, ces événements historiques uniques ont modifié la politique arabe.

### **Violence organisée dans la Corne de l'Afrique**

Pendant plusieurs décennies, la Corne de l'Afrique – Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie – ont été minés par la violence organisée. Si de 2001 à 2010, tous ces pays ont connu des conflits armés étatiques et non étatiques ou de la violence unilatérale contre des civils, les conflits non étatiques étaient de loin les plus répandus : 77 (35% du total mondial) ont été enregistrés dans cette région. Le conflit armé étatique a été le moins fréquent : seuls 5 ont été enregistrés sur cette même période. Des actes de violence unilatérale ont été commis par 6 acteurs.

Ces États ont affiché une tendance croissante à s'engager militairement dans les pays voisins. Par exemple, l'Éthiopie et le Kenya ont envoyé des troupes pour soutenir le gouvernement fédéral de transition en Somalie, en conflit avec al-Shabab, qui à son tour a reçu armes et entraînement de l'Érythrée.

### **Modèles de violence organisée, 2001-2010**

Dans les précédents annuaires du SIPRI, le Programme d'Uppsala sur les données des conflits (UCDP) portait sur les modèles des « principaux conflits armés ». Afin de dresser un panorama plus large, les études incluent à présent trois types de violence organisée : les conflits armés (étatiques), les conflits non étatiques et la violence unilatérale (contre des civils).

De 2001 à 2010, 69 conflits armés et 221 conflits non étatiques ont eu lieu et 127 acteurs ont été impliqués dans la violence unilatérale. Au total, plus de 400 actions violentes ont été enregistrées, causant chacune plus de 25 morts au cours d'une année donnée.

L'ampleur de la violence organisée a diminué entre le début et la fin de la décennie, bien que faiblement. De plus, alors que les années 1990 ont connu une grande fluctuation dans le nombre de conflits, ce schéma ne s'est pas répété dans les années 2000, ce qui indique que la tendance à la baisse puisse être de bon augure pour l'avenir. ●

### **L'INDICE MONDIAL DE LA PAIX 2012**

L'indice mondial de la paix (GPI), produit par l'Institute for Economics and Peace, utilise 23 indicateurs pour classer 158 pays selon leur état de paix relatif.

Dans l'ensemble, les scores de toutes régions s'améliorent dans le GPI 2012, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Pour la première fois depuis le lancement du GPI, en 2007, l'Afrique sub-saharienne n'a pas été la région la moins pacifique. Les événements du Printemps arabe ont fait du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord la région la moins pacifique.

Rang	Pays	Score	Évolution
1	Islande	1,113	-0.037
2	Danemark	1,239	-0.041
2	Nouvelle-Zélande	1,239	-0.034
4	Canada	1,317	-0.033
5	Japon	1,326	+0.032
154	RD Congo	3,073	+0.057
155	Irak	3,192	-0.107
156	Soudan	3,193	-0.038
157	Afghanistan	3,252	+0.043
158	Somalie	3,392	+0.021



### 3. OPÉRATIONS DE PAIX ET GESTION DES CONFLITS

2011 a été à de nombreux égards une année de contradiction pour le maintien de la paix. D'une part, après une expansion sans précédent du nombre d'opérations, du personnel déployé, et des coûts de financement pendant près de dix ans, le maintien de la paix montre ses premiers signes d'essoufflement en 2010. En outre en 2011, d'autres éléments indiquent que les opérations lourdement militarisées et multidimensionnelles ont atteint un plateau.

D'autre part, en 2011, la communauté internationale a montré les premiers signes d'un engagement concret envers les concepts de la responsabilité de protéger et de la protection des civils, dans le cadre des conflits en Côte d'Ivoire, en Libye et en Syrie.

Plusieurs facteurs expliquent la tendance à la consolidation de ces dernières années. Tout d'abord, le sur-engagement militaire mondial : durant les années d'expansion, les Nations unies et d'autres organisations ont eu du mal à persuader les pays à contribuer aux missions avec un nombre suffisant de soldats et de moyens comme les hélicoptères.

L'émergence des nouveaux contributeurs comme le Brésil, la Chine et l'Indonésie, est certes une évolution positive, mais elle n'a pas significativement comblé ce manque. Un deuxième facteur est le déclin financier mondial, qui a fortement affecté le maintien de la paix en 2011, les gouvernements ébauchant des coupes budgétaires pour leurs armées et prônant des opérations plus modérées ainsi que des sorties plus rapides des cadres multilatéraux tels que l'ONU.

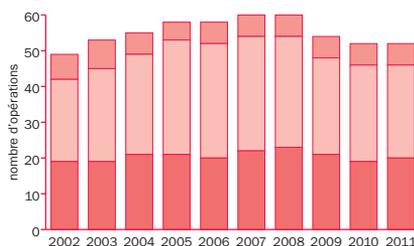
Troisièmement, sur la dernière décennie, les opérations de paix ont été confrontées à la « dérive des missions » : une explosion des tâches mandatées, requérant souvent

une expertise civile et des calendriers ouverts. La nécessité d'une empreinte militaire lourde (et de long-terme) dans les opérations de paix a ainsi été mise en question.

#### Tendances mondiales

Un total de 52 opérations ont été menées en 2011, le même nombre qu'en 2010 et le deuxième le plus bas sur la période 2002-2011, ce qui confirme la tendance à la baisse depuis 2009. Cependant, le nombre d'effectifs déployés en 2011 arrive au deuxième rang de la période, s'élevant à 262 129, à peine 700 de moins qu'en 2010. Avec 20 opérations, les Nations unies sont restées la principale organisation conductrice. En termes de personnel déployé, l'Organisation du Traité de l'atlantique nord (OTAN) a été la plus grande conductrice pour la troisième année consécutive : 137 463 effectifs (52% du total) ont été déployés dans le cadre d'opérations conduites par l'OTAN, principalement la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan.

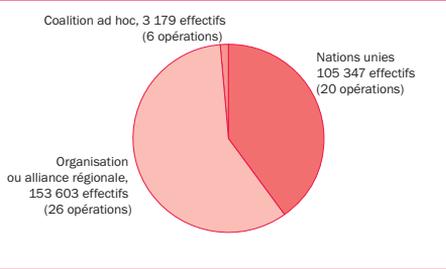
#### NOMBRE D'OPÉRATIONS DE PAIX, 2002-2011



Conduites par :



## PERSONNEL DÉPLOYÉ, PAR TYPE D'ORGANISATION, 2011



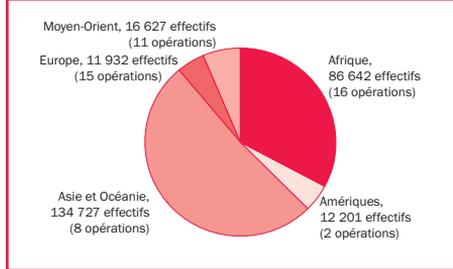
### Nouvelles opérations de paix

Quatre nouvelles opérations ont été déployées en 2011 : deux au Soudan du Sud, une en Libye et une en Syrie.

L'indépendance du Sud Soudan a mené à une importante reconfiguration de la présence onusienne dans l'ancien territoire du Soudan. Après maintes discussions sur l'avenir de la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS), celle-ci a été clôturée en juillet, après que le pays avait indiqué son refus d'une extension du mandat. La plupart des effectifs a été réaffecté à la nouvelle Mission des Nations unies au Soudan de Sud (MINUSS) et à la mission de surveillance des frontières, la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA).

Bien que l'opération de l'OTAN « Unified Protector » ne réponde pas à la définition d'une opération de paix, elle a néanmoins pesé dans le débat global sur ce qui délimite les frontières du maintien de la paix. Il s'agissait de la première intervention militaire lancée dans le cadre de la responsabilité de protéger, mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU sans objection d'aucun membre permanent. Toutefois, vers la fin de l'opération, tout consensus s'est désintégré sur la question de l'étendue de cette responsabilité. Plus tard dans

## PERSONNEL DÉPLOYÉ, PAR RÉGION, 2011



l'année, l'ONU a déployé la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), une petite mission politique.

Fin 2011, la Ligue arabe a déployé sa toute première mission, la Mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie. La mission s'est avérée incapable d'exécuter efficacement son mandat et s'est rapidement engluée dans la controverse et la critique.

### Développements régionaux

Comme les années précédentes, l'Afrique a concentré le plus grand nombre d'opérations de paix en 2011. Les effectifs ont augmenté en raison de l'extension de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et du renforcement temporaire de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), avant la déposition et l'arrestation du président Gbagbo.

En Asie et en Océanie, la Mission des Nations unies au Népal (MINUNEP) s'est achevée en janvier 2011. Les premières démarches en vue du retrait ont été réalisées pour deux autres missions : la FIAS et la Mission intégrée des Nations unies au Timor-Leste (UNMIT). ●

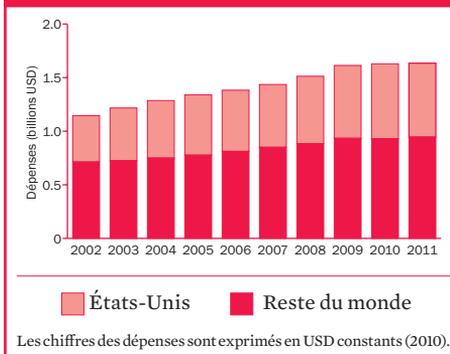


## 4. DÉPENSES MILITAIRES

Les dépenses militaires mondiales n'ont pas augmenté en 2011 et ce, pour la première fois depuis 1998. Le total mondial pour 2011 est estimé à 1738 milliards USD, ce qui représente 2,5% du produit domestique brut mondial, soit 249 USD par personne. Comparées au total de 2010, les dépenses militaires restent pratiquement inchangées en termes réels. Il est toutefois trop tôt pour en conclure que les dépenses militaires mondiales ont enfin atteint un pic.

L'arrêt de la croissance de dépenses militaires est principalement dû aux politiques économiques adoptées dans la plupart des pays occidentaux après la crise financière et économique mondiale qui a débuté en 2008. Ces politiques ont fixé comme priorité la

### DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2002-2011



Les chiffres des dépenses sont exprimés en USD constants (2010).

réduction drastique des déficits budgétaires ayant grimpé en flèche à la suite de la crise.

### L'impact de l'austérité sur les dépenses militaires en Europe

En Europe occidentale et centrale en particulier, les gouvernements ont appliqué des mesures d'austérité incluant des coupes dans les dépenses militaires. En Grèce, en Italie et en Espagne, notamment, la réduction du déficit était encore plus urgente en raison d'une crise aiguë de la dette, ces pays se trouvant dans l'incapacité de remplir leurs obligations, ce qui a parfois requis le sauvetage financier de l'UE et du FMI.

La chute des dépenses militaires a amené l'attention sur d'autres débats politiques : depuis longtemps certains pays européens sont accusés de contribuer de manière insuffisante aux affaires militaires. Par ailleurs, une plus grande coopération militaire européenne serait un moyen de réduire les coûts tout en préservant les capacités.

### Les dépenses militaires américaines et la crise budgétaire de 2011

Aux États-Unis, l'administration et le Congrès ont tenté de convenir de mesures pour réduire

### DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, 2011

Région	Dépenses (mds USD)	Évolution (%)
Afrique	34,3	8,6
Afrique du Nord	13,9	25
Afrique subsaharienne	20,4	-0,1
Amériques	809	-1,4
Amériques centrale et Caraïbes	7,0	2,7
Amérique du Nord	736	-1,2
Amérique du Sud	66,0	-3,9
Asie et Océanie	364	2,2
Asie centrale et du Sud	61,7	-2,7
Asie orientale	243	4,1
Océanie	28,6	-1,2
Asie du Sud-Est	31,0	2,7
Europe	407	0,2
Europe orientale	80,5	10,2
Europe occidentale et centrale	326	-1,9
Moyen-Orient	123	4,6
<b>Total mondial</b>	<b>1 738</b>	<b>0,3</b>

Les chiffres des dépenses sont exprimés en USD courants (2011).



l'important déficit budgétaire. Ces mesures n'ont pas provoqué d'importantes coupes dans les dépenses militaires, mais le retard du budget 2011 a contribué à des dépenses plus faibles que prévues et à une moindre diminution des dépenses militaires en termes réels.

L'augmentation rapide, tout au long de cette décennie, des dépenses militaires américaines, semble toucher à sa fin. Les raisons en sont à la fois la fin de la guerre d'Irak, le déclin de la guerre d'Afghanistan et les mesures de réduction du déficit budgétaire.

### Le coût économique des guerres d'Afghanistan et d'Irak

Durant cette dernière décennie, un facteur a dominé l'environnement sécuritaire mondial et les dépenses militaires de nombreux pays : « la guerre mondiale au terrorisme » lancée après les attaques du 11 septembre 2001. La réaction hautement militarisée choisie par les Etats-Unis – notamment les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak –, leur a coûté plus d'1,2 billion USD en seules dépenses supplémentaires à la fin de 2011. Les coûts totaux à long-terme pourraient atteindre 4 billions. Des coûts nettement inférieurs, bien que substantiels, ont également été endossés par d'autres participants à ces guerres. Ces guerres ont également engendré d'énormes coûts économiques : coûts des forces militaires ; destruction de capital et

### RAPPORTS SUR LES DÉPENSES MILITAIRES AUX NATIONS UNIES

En 2011, seuls 51 États ont soumis un rapport à l'Instrument international normalisé des Nations unies de publication de l'information relative aux dépenses militaires (contre 81 en 2002). Les États européens ont affiché le taux de notification le plus élevé en 2011 (31 États sur 48). Les taux les plus bas concernent l'Afrique (2 États sur 54) et le Moyen-Orient (1 État sur 14).

d'infrastructure ; interruption d'activités économiques ; perte en capital humain (mort, blessures, déplacement et interruption de l'éducation) ; arrêt des investissements étrangers et du tourisme. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'estimations exhaustives de ces coûts.

### Dépenses militaires en Afrique

C'est en Afrique que les dépenses militaires ont connu la plus forte augmentation en 2011 : 8,6%, dont la plus importante provient d'Algérie (+44%). Les augmentations continues de ce pays au cours des dernières années ont été alimentées par les revenus en hausse du pétrole et bénéficié de la justification facile des activités d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), bien que les ambitions régionales de l'Algérie puissent être un motif plus important.

Les activités terroristes de Boko Haram ont également été une préoccupation sécuritaire majeure pour le Nigéria et la réaction de l'armée à celles-ci semble avoir déterminé les augmentations des dépenses militaires de ce pays. Sans toutefois ignorer le rôle d'autres facteurs, en particulier les revenus du pétrole. ●

### LE TOP 10 DES DÉPENSES MILITAIRES, 2011



## **5. PRODUCTION D'ARMEMENTS ET SERVICES À CARACTÈRE MILITAIRE**

La crise des dépenses publiques a peu affecté les grandes firmes de l'industrie de l'armement (production d'armes et services à caractères militaires). La raison la plus probable en est que l'impact du déclin financier mondial est retardé par la structure de l'industrie de l'armement.

Aux États-Unis comme en Europe occidentale, les incertitudes économiques et budgétaires auront des implications générales sur la manière dont les programmes d'armements seront développés et mis en œuvre. On ignore donc encore si les ventes d'armes se maintiendront ou augmenteront au même rythme que par le passé.

### **La « National Defense Authorization Act »**

La loi de finances de la défense nationale pour l'exercice 2012 a envoyé un signal ambigu au sujet de l'industrie d'armement américaine. D'une part, bon nombre des programmes les plus vastes et coûteux sont maintenus, comme le F-35 (Joint Strike Fighter). Ceci indique que les ventes d'armes sur le marché américain conserveront probablement leurs niveaux actuels. D'autre part, de nouvelles réglementations contractuelles sur le partage des risques entre le gouvernement américain et les firmes remportant des contrats d'armement signifient qu'une charge potentiellement plus élevée incombera à l'industrie à mesure que ces programmes se développent.

### **Coopération à la production de l'industrie d'armement en Europe occidentale**

La crise financière s'est infiltrée dans les débats sur la coopération européenne à

l'industrie des armes, sans pour autant déboucher sur un accroissement général de cette coopération.

Certains pays d'Europe occidentale ont commencé à appliquer des stratégies de coopération en matière de développement et de production de systèmes aériens sans équipage (UAS) et en juin 2011, la Commission européenne a lancé un processus de développement et de production d'UAS. Ces projets n'ont toutefois pas encore porté leurs fruits, en témoigne la stagnation du projet Talarion.

### **L'industrie des services à caractère militaire**

Certains grands secteurs de services militaires – comme la maintenance (entretien, réparation, révision), le « systems support », la logistique et la formation d'armées étrangères – ont mieux résisté à l'impact du retrait d'Irak et à l'instabilité financière mondiale. Leur croissance à long-terme peut être attribuée à une série de changements post-Guerre froide, comme l'évolution structurelle des besoins militaires et la réduction des capacités internes face à des systèmes toujours plus complexes. Il semble que la pression sur les dépenses publiques, et la possible diminution des dépenses militaires, augmentera la demande en services externalisés tels que la maintenance des systèmes d'armements.

### **Diversification dans le domaine de la cyber-sécurité**

Outre un intérêt croissant pour les services militaires, les firmes s'appuient aussi sur d'autres stratégies commerciales pour maintenir leurs bénéfices. On assiste ainsi à une croissance remarquable des acquisitions de firmes spécialisées dans la



cyber-sécurité, les grandes compagnies d'armement tentant de parer aux coupes éventuelles dans les dépenses militaires en empiétant sur les marchés adjacents.

### L'industrie indienne d'armement

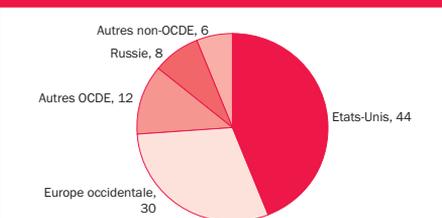
De nombreux pays non occidentaux tentent de développer une industrie nationale d'armement auto-suffisante. Les efforts de l'Inde pour moderniser et entretenir l'équipement de ses forces armées et étendre ses capacités militaires en ont fait le plus grand importateur d'armes lourdes. L'industrie domestique d'armements de ce pays essaie aussi de répondre à cette demande – par exemple en recourant au transfert de technologie. Toutefois, l'industrie de défense indienne nécessite des réformes plus importantes.

### LES 10 PRINCIPALES FIRMES PRODUCTRICES D'ARMEMENTS, 2010

Firme (pays)	ventes (mio USD)	Profits (mio USD)
1 Lockheed Martin	35 730	2 926
2 BAE Systems (UK)	32 880	-1 671
3 Boeing	31 360	3 307
4 Northrop Grumman	28 150	2 053
5 General Dynamics	23 940	2 624
6 Raytheon	22 980	1 879
7 EADS (trans-Europe)	16 360	732
8 Finmeccanica (Italy)	14 410	738
9 L-3 Communications	13 070	955
10 United Technologies	11 410	4 711

Sauf indication contraire, les firmes sont basées aux États-Unis. La colonne Profits englobe toutes les activités de la firme, y compris les ventes non militaires.

### NOMBRE DE FIRMES FIGURANT AU TOP 100 SIPRI POUR 2010, PAR PAYS



Le pays ou la région indique le lieu de siège social de la firme, et non nécessairement le lieu de production. La Chine est exclue en raison d'un manque d'information.

### Le Top 100 du SIPRI des firmes de production d'armements et de services à caractère militaire

Le Top 100 du SIPRI classe les plus importantes firmes de production d'armements et de services militaires (en dehors de la Chine) selon leurs ventes d'armes. Les ventes d'armes et de services militaires de ces 100 firmes ont continué d'augmenter en 2010 pour atteindre 411,1 milliards USD, bien qu'à concurrence d'1% en termes réels, le taux d'accroissement ait été inférieur à 2009. Entre 2002 et 2010, les ventes d'armes du Top 100 ont augmenté de 60%.

Les firmes basées aux États-Unis sont restées au sommet du classement et ont compté pour plus de 60% des ventes d'armes du Top 100. Les firmes d'Europe occidentale au Top 100 sont descendues au nombre de 30, tandis que la firme brésilienne Embraer a refait son entrée. Grâce à la consolidation continue de son industrie d'armement, la Russie a pu ajouter une autre société mère à ses plus importants producteurs d'armes : Le Groupe unifié de construction navale. ●



## 6. TRANSFERTS D'ARMES INTERNATIONAUX

En 2002-2006 et 2007-2011, le volume des transferts internationaux d'armes classiques lourdes a augmenté de 24%. Les 5 plus grands fournisseurs (2007-2011) – États-Unis, Russie, Allemagne, France et Royaume-Uni – ont représenté 3/4 du volume des exportations. En dehors de ce top 5, la Chine et l'Espagne ont fortement augmenté leur volume de livraisons sur la même période. Si les exportations de la Chine sont susceptibles de poursuivre leur croissance, les carnets de commandes navales de l'Espagne – ses principales exportations – indiquent qu'elle ne maintiendra pas son volume.

Les États d'Asie et Océanie ont reçu près de la moitié de l'ensemble des importations d'armes classiques lourdes de 2007 à 2011. De plus, les 5 plus grands importateurs – Inde, Corée du Sud, Pakistan, Chine et Singapour – font tous partie de cette région. Les grands importateurs profitent du marché compétitif de l'armement pour chercher des contrats intéressants en termes de financement, de programmes de compensation et de transferts de technologie. L'Inde, qui a importé de 10% de ce volume en 2007-2011, restera sans doute le

### L'impact du Printemps arabe sur les politiques d'exportation d'armes

La première année du Printemps arabe a suscité le débat sur les politiques d'exportations d'armes vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La Russie n'a vu aucune raison de ne pas fournir un État n'étant pas frappé d'un embargo de l'ONU sur les armes. En revanche, les États-Unis ainsi que plusieurs grands fournisseurs européens ont annulé ou suspendu quelques licences d'exportations d'armes vers cette région, voire révisé leurs politiques en la matière.

Les intérêts d'ordre stratégique et économique ont toutefois continué de dominer les décisions de tous les États en la matière, et l'impact du Printemps arabe sur les politiques d'exportations d'armes semble avoir été limité.

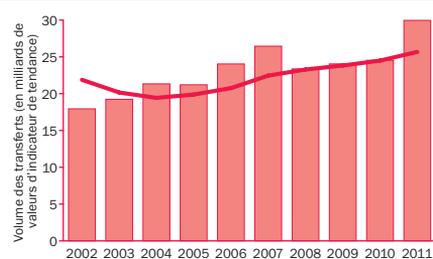
### Transferts d'armes vers l'Asie du Sud-Est

Le volume des transferts vers l'Asie du Sud-Est a triplé de 2002 à 2006 et 2007 à 2011. L'équipement naval et les avions à usage maritime en ont représenté un part importante, avec des commandes exceptionnelles du Brunei Darussalam, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et du Viet Nam.

Les types et volumes d'armes choisis par ces six États ont été déterminés par la piraterie, la pêche illégale et le terrorisme. Toutefois, les disputes territoriales en Mer de Chine méridionale influencent sans doute davantage les décisions d'acquisitions. En attestent les livres blancs sur la défense, les types d'armes acquis en 2007-2011 et, récemment, une série de confrontations maritimes de basse intensité dans les eaux convoitées.

Les États de cette région tentent par ailleurs de sécuriser les transferts de technologie et de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Les fournisseurs sont de plus en plus désireux

#### TENDANCES EN MATIÈRE DE TRANSFERTS D'ARMES LOURDES, 2002-2011



Histogramme: totaux annuels ; courbe: évolution de la moyenne sur cinq ans (placée la dernière année de chaque quinquennat).



## PRINCIPAUX IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS D'ARMES LOURDES, 2010

Exportateur	Part mondiale (%)	Importateur	Part mondiale (%)
1. États-Unis	30	1. Inde	10
2. Russie	24	2. Corée du Sud	6
3. Allemagne	9	3. Pakistan	5
4. France	8	4. Chine	5
5. Royaume-Uni	4	5. Singapour	4
6. Chine	4	6. Australie	4
7. Espagne	3	7. Algérie	4
8. Pays-Bas	3	8. États-Unis	3
9. Italie	3	9. EAU	3
10. Israël	2	10. Grèce	3

de satisfaire leurs demandes d'importants transferts de technologie à travers les contrats ou partenariats de développement de nouveaux systèmes d'armements.

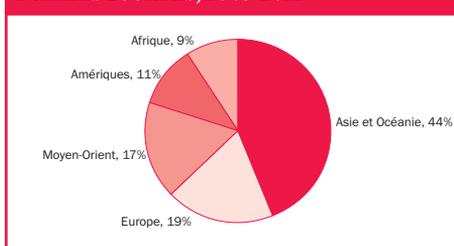
### Transferts d'armements vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan

De récentes acquisitions, commandes et plans d'achat émanant d'Arménie et d'Azerbaïdjan pourraient augmenter le risque d'un nouveau conflit autour de la région convoitée du Nagorno-Karabakh. Les deux pays s'accusent mutuellement de se livrer à une course aux armements.

L'Azerbaïdjan a considérablement augmenté son volume d'importation d'armes sur fond de discours belliqueux sur l'usage de la force pour régler le conflit autour du Nagorno-Karabakh. Il existe peu d'informations publiques sur les importations d'armes de l'Arménie sur les dernières années mais en 2010 et 2011, des plans d'achat de systèmes d'armement plus avancés ont été annoncés, en réponse aux velléités d'acquisition de l'Azerbaïdjan.

Si l'OSCE a mis en place un embargo volontaire sur les armes, les États participants continuent d'interpréter différemment son statut et les fournitures d'armes se poursuivent

## RÉGIONS BÉNÉFICIAIRES DES IMPORTATIONS D'ARMES LOURDES, 2007-2011



de part et d'autre. La Russie est l'un des principaux fournisseurs des deux parties.

L'Arménie dispose d'un choix limité de fournisseurs et dépend fortement de la Russie pour se fournir en armes. En revanche, l'Azerbaïdjan a récemment conclu d'importants contrats et arrangements de production sous licence avec Israël, l'Afrique du Sud et la Turquie, cherchant ainsi à utiliser la technologie étrangère pour développer une industrie d'armes domestique. ●

## LA TRANSPARENCE DANS LES TRANSFERTS D'ARMEMENTS

Le nombre d'États déclarant leurs importations et exportations d'armes au Registre des Nations unies des armes classiques (UNROCA) est passé du record historiquement bas de 72 en 2010, à 85 en 2011. Les Amériques affichent une augmentation remarquable, mais seul un État africain a soumis un rapport, le record le plus bas depuis la création de l'UNROCA. Un nombre croissant de gouvernements a publié des rapports nationaux sur les exportations d'armements. La Pologne a publié ses premiers rapports en 2011.



## 7. FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES

Début 2012, huit États possédaient environ 4 400 armes nucléaires opérationnelles. Près de 2 000 d'entre elles sont tenues en état d'alerte opérationnel élevé. Toutes têtes nucléaires comptées – les opérationnelles, réserves, en stockage actif et inactif et les intactes en attente de démantèlement – les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan et Israël possèdent ensemble environ 19 000 armes nucléaires.

La disponibilité d'informations fiables sur les arsenaux nucléaires varie considérablement selon les États. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont récemment fait d'importantes révélations sur leurs capacités nucléaires. En Russie, en revanche, la transparence a diminué après son refus de révéler publiquement des informations détaillées sur ses forces nucléaires stratégiques sous le Traité New START signé en 2010 avec les États-Unis. Ces informations sont toutefois partagées avec les États-Unis. La Chine maintient un degré élevé de non-transparence lié à sa vieille stratégie de dissuasion. Peu d'informations sur ses forces nucléaires et son complexe de production d'armement sont dès lors rendues publiques.

Il est particulièrement difficile de trouver des informations fiables sur le statut opérationnel des arsenaux et capacités nucléaires des trois États qui n'ont jamais été parties au Traité de non-prolifération (TNP) de 1968 : l'Inde, Israël et le Pakistan. En l'absence de déclarations officielles, l'information accessible au public est souvent contradictoire ou incorrecte.

### Les États nucléaires légalement reconnus

Les cinq États nucléaires légalement reconnus par le TNP (Chine, États-Unis, France,

### FORCES NUCLÉAIRES MONDIALES, 2012

Pays	Têtes déployées	Autres têtes	Total de l'inventaire
États-Unis	2 150	5 850	~8 000
Russie	1 800	8 200	10 000
Royaume-Uni	160	65	225
France	290	10	~300
Chine	..	200	~240
Inde	..	80–100	80–100
Pakistan	..	90–110	90–110
Israël	..	~80	~80
Corée du Nord	..	..	?
<b>Total</b>	<b>~4 400</b>	<b>~14 600</b>	<b>~19 000</b>

Toutes les estimations sont approximatives et sont datées de janvier 2012.

Royaume-Uni et Russie) semblent déterminés à le rester pour une période indéfinie. Les États-Unis et la Russie ont en cours d'importants programmes de modernisation de leurs vecteurs d'armes et têtes nucléaires ainsi que de leurs installations de production. Parallèlement à cela, ils continuent de réduire leurs forces nucléaires à travers la mise en œuvre de New START, en vigueur depuis 2011, ainsi qu'à travers des réductions unilatérales. Le fait que les États-Unis et la Russie possèdent de loin les deux plus grands arsenaux nucléaires, a notamment eu pour conséquence que le nombre total d'armes nucléaires dans le monde continue de diminuer.

La Chine, la France et le Royaume-Uni possèdent des arsenaux nucléaires considérablement plus petits mais développent de nouvelles armes ou envisagent de le faire. La Chine est la seule de ces États qui semble vouloir développer ses forces nucléaires, bien que lentement.

### Forces nucléaires indiennes et pakistanaises

L'Inde et Pakistan renforcent la taille et la sophistication de leurs arsenaux nucléaires. Les deux pays développent et déploient de nouveaux types de missiles balistiques et de



## STOCKS DE MATÉRIAUX FISSILES

Les matières capables de soutenir une réaction en chaîne de fission explosive sont essentielles pour tous types d'explosifs nucléaires, depuis les armes à fission de la première génération jusqu'aux armes thermonucléaires de pointe. Les matériaux fissiles les plus courants sont l'uranium hautement enrichi (UHE) et le plutonium.

Pour leurs armes nucléaires, la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie ont produit l'un et l'autre. La Corée du Nord, l'Inde et Israël ont principalement produit du plutonium et le Pakistan, de l'UHE. Tous les États dotés d'une industrie nucléaire civile disposent d'une certaine capacité de production de matières fissiles.

### Stocks mondiaux, 2011

Uranium hautement enrichi	~1270 tonnes*
Plutonium séparé	
Stocks militaires	~237 tonnes
Stocks civils	~250 tonnes

\* À l'exclusion des 171 tonnes à mélanger.

croisière capables de transporter des armes nucléaires et tous deux augmentent leurs capacités de production de matières fissiles à des fins militaires. La doctrine nucléaire de l'Inde est basée sur le principe de la force de dissuasion minimale crédible et de la non-utilisation en premier des armes nucléaires. Aucune déclaration officielle n'a spécifié la taille ni la composition requises de l'arsenal, mais selon le ministère de la Défense, il s'agirait d'un « mélange de capacités terrestres, maritimes et aériennes » (« triade »).

En mai 2011, Manmohan Singh, Premier ministre indien, a organisé une réunion de l'Autorité de commandement nucléaire – l'organe responsable de superviser l'arsenal nucléaire du pays – afin d'évaluer l'avancement du projet de triade opérationnelle.

La doctrine nucléaire du Pakistan est également basée sur la dissuasion minimale

mais n'exclut pas spécialement l'usage en premier. Le Pakistan compense ainsi la supériorité de l'Inde en matière d'armes classiques et de ressources humaines. Le fait que le Pakistan ait développé de nouveaux missiles balistiques de courte portée, suggère une évolution de son programme nucléaire pour y inclure l'utilisation d'« armes nucléaires tactiques ». Ceci pourrait conduire au déploiement de têtes nucléaires dans une posture davantage « parée au lancement ».

### Forces nucléaires israéliennes

Israël poursuit sa vieille politique d'opacité, ne confirmant ni n'infirmant officiellement sa possession d'armes nucléaires. Le pays est toutefois soupçonné d'avoir produit du plutonium destiné à un arsenal nucléaire ainsi que des armes non stratégiques, dont des cartouches d'artillerie et des munitions de démolition atomique, mais ceci n'a jamais été confirmé.

### Capacités nucléaires militaires de la Corée du Nord

La Corée du Nord a fait la démonstration de sa capacité nucléaire militaire. Aucune information publique ne permet toutefois de vérifier qu'elle possède des armes nucléaires opérationnelles. Fin 2011, on estimait que ce pays avait séparé quelque 30 kilogrammes de plutonium. Assez pour construire jusqu'à huit armes nucléaires, en fonction de ses compétences en matière de conception et ingénierie. Selon une fuite d'un rapport préparé en 2011 par le Groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Corée du Nord, le pays aurait poursuivi un programme d'enrichissement d'uranium « depuis plusieurs années, voire décennies ». On ignore si la Corée du Nord a produit de l'uranium hautement enrichi destiné à des armes nucléaires. ●



## 8. CONTRÔLE DES ARMES NUCLÉAIRES ET NON-PROLIFÉRATION

### Contrôle des armes nucléaires russo-américaines

La dynamique du recours aux traités pour contrôler les armes nucléaires et le désarmement a été mise en évidence en 2011 par l'entrée en vigueur du Traité New START de 2010, imposant aux États-Unis et à la Russie des réductions supplémentaires de leurs forces nucléaires stratégiques offensives.

Les parties ont respecté un calendrier d'inspections, d'échanges d'informations, de notifications et d'autres mesures exposées dans le régime coopératif de suivi et de vérification du traité. En instaurant ce régime – l'une des principales réalisations du traité – New START a poursuivi un processus de contrôle d'armements à travers lequel les États-Unis et la Russie ont redéfini leurs relations stratégiques.

Les étapes suivantes de ce contrôle mutuel ont posé question. Les deux parties ont admis que pour réaliser des réductions

supplémentaires de leurs arsenaux, l'agenda bilatéral devrait être étendu aux armes nucléaires tactiques et aux têtes non déployées ainsi qu'aux questions plus larges de stabilité stratégique, notamment celle de la défense anti-missile balistique, au centre d'une dispute de plus en plus intense en 2011. Les parties ont également reconnu que ces réductions supplémentaires exigeraient aussi d'amener les trois autres États nucléaires du TNP à s'engager dans un processus de réduction multilatéral.

### Prolifération nucléaire : inquiétudes suscitées par l'Iran et la Syrie

Les efforts internationaux pour empêcher la prolifération d'armes nucléaires sont restés ultra prioritaires en 2011. Deux États – l'Iran et la Syrie – ont été observés de plus près, soupçonnés de dissimuler des activités nucléaires militaires contraires à leurs engagements sous le TNP.

Une enquête d'une durée de trois ans menée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a conclu qu'un bâtiment en Syrie détruit par une frappe aérienne israélienne en 2007 pourrait « très probablement » avoir été un réacteur nucléaire qui aurait dû être déclaré à l'Agence. L'AIEA a également déclaré détenir des preuves crédibles selon lesquelles l'Iran a mené des activités liées à l'arme nucléaire par le passé, dont certaines, selon ses dires, pourraient toujours être en cours. Les difficultés rencontrées par les inspecteurs dans les deux pays ont provoqué de nouveaux appels à étendre les pouvoirs légaux de l'Agence pour enquêter auprès des États parties au TNP suspectées de violer leurs accords de garanties imposés par le Traité, y compris au-delà des accords exposés dans le Modèle de protocole additionnel.

#### TOTAL DES ARMEMENTS STRATÉGIQUES OFFENSIFS SOUS NEW START AU 1ER SEPTEMBRE 2011

	Russie	États-Unis
Bombardiers lourds, SLBM et MBI déployés	516	822
Têtes sur ICBM et SLBM déployés, et têtes comptées pour bombardiers lourds	1 566	1 790
Lanceurs déployés et non déployés de MBI, SLBM et bombardiers lourds	871	1 043

MBI = missile balistique intercontinental;  
SLBM = missiles balistiques lancés par sous-marins.



Les controverses non résolues au sujet de l'Iran et de la Syrie ont semé de nouveaux doutes sur l'efficacité des approches juridiques internationales, en particulier le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU, pour régler les cas, suspects ou notoires, de violations des obligations et normes du traité. En 2011, l'Iran a continué de défier cinq résolutions du Conseil de sécurité, adoptées depuis 2006 et exigeant la suspension de toutes activités d'enrichissement d'uranium ainsi que d'autres activités sensibles de cycles de combustion nucléaire. Divisé, le Conseil de sécurité n'a pas pu agir sur le dossier nucléaire syrien après que le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a déclaré que le pays ne respectait pas ses accords de garanties.

Selon certains observateurs, le manque d'action a suscité de nouvelles controverses quant à l'opportunité de mesures extra-légales, y compris l'usage préventif de la force militaire, pour résoudre les problèmes de prolifération.

### **Le programme nucléaire de la Corée du Nord**

L'impasse diplomatique quant au sort du programme nucléaire nord-coréen est demeurée irrésolue en 2011. Les discussions préliminaires visant à relancer les pourparlers à six sur la dénucléarisation de ce pays ont peu progressé en dépit des contacts renouvelés entre diplomates nord-coréens et américains.

Les défis juridiques et normatifs ainsi posés au régime de non-prolifération ont été soulignés par des rapports faisant état de l'implication du pays dans d'importants transferts secrets de technologies nucléaires et balistiques vers des pays tiers.

### **Évolutions au sein du Groupe des fournisseurs nucléaires**

En juin 2011, le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) a conclu un accord de

consensus controversé pour renforcer ses directives sur le transfert d'équipement et de technologies d'enrichissement d'uranium et de retraitement de plutonium (ENR). Incapable de s'accorder sur le langage à adopter pour imposer certains critères subjectifs, le GFN a convenu de conditionner le transfert de technologie nucléaire à la signature d'un protocole additionnel de garanties avec l'AIEA et à la pleine conformité de l'État importateur avec ses obligations envers l'AIEA.

La relation entre les fournisseurs du GFN et les États nucléaires extérieurs au TNP et au GFN se trouve au cœur-même de la non-prolifération nucléaire. L'Assemblée plénière du Groupe a débattu de la question de savoir si les directives révisées affectaient l'éligibilité de l'Inde à recevoir des transferts ENR et son adhésion possible au GFN.

### **Coopération en matière de non-prolifération, de contrôle des armes et de sécurité nucléaire**

Les risques de terrorisme nucléaire et le détournement illicite de matériaux nucléaires a continué d'être au cœur d'une attention politique de haut niveau dans le monde en 2011.

Le Groupe des huit (G8) a convenu de prolonger le Partenariat mondial de 2002 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, une initiative qui a appuyé des projets de coopération en matière de non-prolifération, de désarmement et de sécurité nucléaire. De plus, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1977, prolongeant de 10 ans le mandat du comité institué sous la résolution 1540 pour surveiller et faciliter la mise en conformité des États avec leurs obligations sous la résolution. ●



## 9. MATIÈRES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES : RÉDUIRE LES MENACES À LA SÉCURITÉ

### Contrôle des armes biologiques et désarmement

La 7e conférence des États parties de révision de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (CABT) de 1972 a convenu d'un troisième processus de rencontre intersession pour « débattre et promouvoir des vues communes et des mesures effectives » en matière de coopération et d'assistance, d'examen des évolutions scientifiques et technologiques importantes, et de renforcement, entre autres, de la mise en œuvre nationale de la convention.

Bien que de nombreux États et analystes espéraient voir la Convention renforcée (notamment par des mesures de renforcement institutionnel et diverses mesures sur le plan opérationnel ou « pratique »), les conditions politiques dans lesquelles s'est déroulée la conférence a empêché d'orienter le processus vers davantage d'actions et de décisions. Ainsi donc, le régime évolue de manière marginale et reste centré sur le processus.

### Contrôle des armes chimiques et désarmement

Lors de la 16e Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques de 1993 (CAC), des échanges entre les États-Unis et l'Iran ont en partie reflété des tensions internationales plus larges concernant la nature et le propos des activités nucléaires de l'Iran. Les États-Unis et la Russie ont confirmé leur incapacité à achever la destruction de leurs stocks d'armes chimiques pour la date

butoir imposée par la Convention du 29 avril 2012, tout en s'engageant à y remédier promptement. Dans le cas de l'Irak, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a conclu que la destruction d'installations de production de ces armes avait progressé.

Un panel consultatif auprès du directeur général de l'OIAC a soumis son rapport final après avoir examiné la mise en œuvre de la CAC et en particulier la manière de structurer les activités de la Convention une fois achevée la destruction des stocks d'armes chimiques, peu après 2012. Le directeur général, les États parties et le conseil exécutif de l'OIAC ont utilisé le processus consistant à formuler le rapport comme un moyen de convenir d'une politique d'orientation pour les futurs priorités et programmes de l'OIAC dans la période menant à la 3e conférence de révision, qui se tiendra en 2013.

Le rapport a donc présenté des options et des activités soumises à un examen politique et technique, que le directeur général pourrait utiliser pour documenter le bilan et

### DESTRUCTION D'ARMES CHIMIQUES

Au 30 novembre 2011,

- Les États-Unis, l'Irak, la Libye et la Russie devaient encore achever la destruction de leurs stocks
- 50 619 tonnes d'agent (71%) des armes chimiques déclarées avaient été détruites de manière vérifiable
- 3,95 millions (46%) d'articles et de conteneurs d'armes chimiques déclarés et avaient été détruits
- 13 États avaient déclaré 70 anciennes installations de production d'armes chimiques
- 43 d'entre elles avaient été détruites et 21 converties à des fins pacifiques



## ARMES CHIMIQUES ANCIENNES ET ABANDONNÉES

À décembre 2011,

- 4 pays avaient déclaré la présence d'armes chimiques abandonnées (ACA) sur leur territoire
- 15 pays avaient déclaré avoir possédé d'anciennes armes chimiques (AAC) depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques
- Des opérations de destruction d'AAC se sont déroulées en 2011 en Allemagne, Belgique, Italie, Japon, Royaume-Uni et Suisse.
- Les opérations de destruction d'ACA se sont poursuivies en Chine.

les axes des futures activités du Secrétariat technique de l'OIAC. Le rapport reflète également la poursuite de la transition du régime de la Convention vers d'autres priorités qui deviendront plus apparentes une fois que les stocks d'armes chimiques auront été éliminés.

### Allégations concernant des programmes d'armes chimiques et biologiques

Durant la guerre civile libyenne, des craintes ont été exprimées de voir le régime de Kadhafi utiliser un stock d'ypérite résiduel contre des manifestants antigouvernementaux et des groupes rebelles armés. Des craintes similaires ont été émises quant à la nature et au sort d'éventuelles armes chimiques et biologiques en Syrie, en proie à des troubles et tensions civiles.

En novembre, l'OIAC a envoyé une équipe spéciale d'inspection en Libye afin d'enquêter sur des allégations de non-déclaration d'armes chimiques. Il s'est avéré qu'un stock d'armes chimiques avait été gardé secret. Le fait que l'OIAC ne l'ait pas découvert avant le renversement de Kadhafi

en 2011 a soulevé des questions quant à la capacité de l'organisation à détecter les violations. Des appels à réviser le régime de vérification de l'Organisation ont été lancés, bien que la manière de lier ce problème aux dispositions de la Convention relatives aux inspections par mise en demeure ait été peu débattue.

### Les conséquences futures de la science et de la technologie

La science et la technologie, ainsi que la recherche associée peuvent fortement affecter la prévention de la guerre, la réponse et les efforts de remédiation. La recherche sur la grippe aviaire en particulier a soulevé un certain nombre de questions politiques. Faut-il privilégier la recherche scientifique à des fins pacifiques et éviter de la caractériser en termes menaces sécuritaires potentielles ? Ce débat concerne aussi le financement de la recherche, les politiques de publication, les principes convenus en matière de supervision et les différentes manières de déterminer et appliquer des normes adéquates de sûreté et de sécurité.

En dépit de la nature intrinsèquement subjective (qualitative) de ces évaluations, les scientifiques et les experts techniques au service d'États comprennent, en principe, ces menaces – pour autant que leurs structures nationales aient tendance à les prendre en compte. Les acteurs non étatiques, les « terroristes » et les scientifiques amateurs ne disposent pas de l'ancrage institutionnel ni de la capacité nécessaires pour atteindre de tels résultats ou sophistication. On se demande aussi si les menaces « exprimées » – souvent par qui ne mène aucune recherche ni développement scientifique – incitent les affiliés d'Al-Qaïda (ou leurs équivalents) à tenter d'acquérir des armes chimiques ou biologiques. ●



## 10. CONTRÔLE DES ARMES CLASSIQUES

À l'exception de quelques avancées prometteuses en Amérique du Sud et en Europe du Sud-Est, 2011 a été plutôt décourageante pour le progrès du contrôle des armes classiques. Les États refusent de modifier leurs positions nationales afin de faciliter un accord, qu'il soit mondial ou régional.

Trois facteurs ont contribué à la difficulté de développer le contrôle des armes classiques. Tout d'abord, l'investissement massif et soutenu des États-Unis dans leur puissance militaire a rendu impossible toute solution équilibrée. Deuxièmement, en raison des développements technologiques, il est devenu difficile de savoir quelles seront, à l'avenir, les capacités qui conféreront de la puissance militaire. Enfin, l'absence d'accord sur les règles d'usage de la force – qui peut être à des fins manifestement constructives et non pas seulement défensive – rend les pays réticents à abandonner des capacités militaires même si un argument humanitaire plaide en faveur de la modération.

### Armes à sous-munitions

La Convention sur les armes à sous-munitions (CASM) de 2008 est un exemple du principe selon lequel une arme devrait être limitée ou interdite parce que les conséquences de son utilisation sont, en termes humanitaires, bien plus lourdes que tout avantage militaire.

Bien que les parties à la CASM poursuivent sa mise en œuvre en 2011, les parties à la Convention de 1981 sur certaines armes classiques n'ont pas pu convenir d'un protocole définissant les règles pour

l'utilisation des armes à sous-munitions et l'interdiction des armes aux effets particulièrement nocifs. La communauté internationale est à présent polarisée entre un groupe d'États engagés dans une interdiction totale des armes à sous-munitions par le biais d'une convention séparée négociée entre eux – la CASM – et un autre groupe d'États n'étant liés à aucune règle commune, si ce n'est les lois de la guerre.

### Évolution du contrôle des exportations d'armement

Les efforts d'amélioration de l'efficacité technique des contrôles d'exportations se sont poursuivis en 2011 au sein des organisations mondiales et régionales et dans le cadre des régimes informels (Régime de contrôle de la technologie des missiles et Arrangement de Wassenaar). Toutefois, une vision commune d'évaluation du risque acceptable demeure hors d'atteinte, au-delà des directives générales convenues dans les années 1990.

Les débats sur un traité sur le commerce des armes (TCA) juridiquement contraignant se sont poursuivies à l'ONU jusqu'à la conférence de négociations de juillet 2012. Des espoirs sont nés de voir la Chine et Russie s'engager davantage dans le processus. Mais d'importantes divergences persistent entre les États quant au contenu et objectifs d'un futur traité.

### Embargos multilatéraux sur les armes

Le seul nouvel embargo imposé par les Nations unies en 2011 a concerné la Libye. Par la suite, les États se sont divisés sur l'autorisation ou non de la livraison d'armes aux forces rebelles. Le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de s'entendre sur l'imposition d'un embargo sur les armes à la



## EMBARGOS MULTILATÉRAUX SUR LES ARMES, EN VIGUEUR EN 2011

### *Nations unies (13 embargos)*

• Al-Qaïda plus individus et entités associées • République démocratique du Congo (FNG) • Corée du Nord • Côte d'Ivoire • Érythrée • Iran • Irak (FNG) • Liban (FNG) • Liberia (FNG) • Libye (FNG) • Somalie • Soudan (Darfour) • Taliban

### *Union européenne (19 embargos)*

Application d'embargos des Nations unies (9):

• Al-Qaïda, Taliban plus individus et entités associées • République démocratique du Congo (FNG) • Côte d'Ivoire • Érythrée • Irak (FNG) • Liban (FNG) • Liberia (FNG) • Libye (FNG) • Somalie (FNG)

Adaptations d'embargos des Nations unies (3):

• Corée du Nord • Iran • Soudan

Embargos sans contrepartie onusienne (7):

• Belarus • Chine • Guinée • Myanmar • Soudan du Sud • Syrie • Zimbabwe

### *CEDEAO (1 embargo)*

• Guinée

### *Ligue Arabe (1 embargo)*

• Syrie

FNG = forces non gouvernementales.

Syrie, en dépit de longues discussions. La Ligue arabe a imposé son premier embargo en 2011, sur la Syrie. L'embargo sur les armes imposé par la CEDEAO à la Guinée en 2009 a été levé en 2011. Outre l'application du nouvel embargo onusien sur la Libye, l'UE a imposé trois nouveaux embargos sur les armes en 2011 : sur le Belarus, le Soudan du Sud et la Syrie.

Plusieurs importantes violations d'embargos sur les armes ont été rapportées en 2011, principalement par les Groupes d'experts des Nations unies chargés de surveiller ces embargos.

## Contrôle des armes classiques en Europe

Le regain d'intérêt pour le contrôle des armes classiques en Europe, clairement exprimé en 2010, n'a pu être traduit en progrès importants en 2011. Fin 2011, les États membres de l'OTAN avaient décidé de mettre un terme au partage d'informations relatives au Traité de 1990 sur les forces armées conventionnelles en Europe (Traité FCE) avec la Russie (qui avait suspendu sa participation en 2007).

Le contrôle des armes classiques en Europe a atteint un point mort, bien que sa nécessité soit largement incontestée. Le blocage est principalement dû à des conflits territoriaux non résolus, mais aussi à l'absence de consensus sur ses objectifs spécifiques, ses thèmes et instruments.

## Mesures de confiance et de sécurité

Dans la plupart des régions, des mesures de confiance et de sécurité (MDCS) ont été élaborées dans le cadre plus large des discussions sur un régime de sécurité visant à rendre le comportement des États compréhensible et prévisible.

En Europe, le Document de Vienne est l'élément le plus important du régime des MDCS, complété par le Traité « Ciel ouvert ». En 2011, les États participant à l'OSCE ont adopté une version révisée de ce document. Les progrès par rapport à la version de 1999 est toutefois minime. Faute d'inverser cette tendance, la pertinence militaire et politique de ce régime continuera de décliner.

En Amérique du Sud, les membres d'UNASUR ont convenu d'une série de MDCS destinées à soutenir leur objectif de construire un système régional de sécurité commun et coopératif. ●



## ANNEXES

### Traité sur le contrôle des armements et le désarmement en vigueur au 1er janvier 2012

- 1925 Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (Protocole de Genève)
- 1948 Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
- 1949 Convention de Genève (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre
- 1959 Traité sur l'Antarctique
- 1963 Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires)
- 1967 Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes
- 1967 Traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
- 1968 Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Traité de non-prolifération, TNP)
- 1971 Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol
- 1972 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (CABT)
- 1974 Traité relatif à la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (TTBT)
- 1976 Traité relatif aux explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques
- 1977 Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (Convention Enmod)
- 1977 Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux
- 1980 Convention sur la protection physique du matériel nucléaire
- 1981 Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Convention sur certaines armes classiques, CCAC, ou « Convention sur les armes inhumaines »)
- 1985 Traité de Rarotonga sur la zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud
- 1987 Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée
- 1990 Traité sur les forces armées Conventionnelles en Europe (FCE)
- 1992 Traité sur le régime « Ciel ouvert »
- 1993 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction (CAC)
- 1995 Traité de Bangkok créant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-est
- 1996 Traité de Pelindaba créant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique
- 1996 Accord sur la limitation des armements au niveau sous-régional (Accord de Florence)



- 1997 Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes
- 1997 Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction
- 1999 Convention interaméricaine sur la transparence de l'acquisition des armes classiques

- 2006 Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes
- 2006 Traité de Semipalatinsk créant des zones dénucléarisées en Asie centrale
- 2008 Convention sur les armes à sous-munitions (CASM)
- 2010 Traité New START ou traité de Prague sur les nouvelles mesures de réduction et de limitation des armes stratégiques offensives
- 2011 Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité

### CHRONOLOGIE SÉLECTIVE 2011

- 14 janvier Le président Zine-Al Abidine Ben Ali est contraint de quitter la Tunisie
- 5 février Entrée en vigueur du traité New START
- 12 mars La Ligue arabe demande à l'ONU d'imposer une zone d'exclusion aérienne sur la Libye
- 11 avril Les forces loyales envers Alassane Ouattara capturent et arrêtent, avec l'aide des forces françaises et l'ONU, le président ivoirien Laurent Gbagbo
- 27 mai Les dirigeants du G8 décident de prolonger le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes
- 20 juin L'UE impose un embargo sur les armes sur le Belarus
- 18 juil La Cour internationale de justice décide que la zone controversée du Temple de Preah Vihear appartient au Cambodge et non à la Thaïlande
- 6 août Al-Shabab annonce un retrait « tactique » de Mogadishu, en Somalie
- 22 sept L'AEIA adopte un plan d'action sur la sécurité nucléaire
- 20 oct Le Conseil transitionnel national libyen annonce la capture et le meurtre de Mouammar Kadhafi
- 14-25 nov Tenue de la Quatrième Conférence de révision de la CCAC
- 18 déc Le dernier soldat américain quitte l'Irak

### Traités non encore en vigueur au 1er janvier 2012

- 1996 Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN)
- 1999 Accord sur l'adaptation du Traité FCE
- 2010 Convention de l'Afrique centrale sur le contrôle des armes légères et de petit calibre, leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa)

### Organes de coopération en matière de sécurité

Parmi les évolutions en 2011 on notera l'admission du Soudan du Sud comme 193e membre des Nations unies, l'entrée en vigueur du Traité constitutif d'UNASUR, la fermeture de l'Union européenne occidentale et la suspension de la Syrie comme membre de la Ligue arabe. Trois États ont accédé au Code de conduite de la Haye contre la prolifération des missiles balistiques et un État est entré au Comité Zangger. Aucune nouvelle adhésion n'est à signaler aux autres régimes de contrôle stratégique du commerce – le Groupe Australie, le Régime de contrôle de la technologie des missiles, le Groupe des fournisseurs nucléaires et l'Arrangement de Wassenaar. ●



## COMMENT COMMANDER LE SIPRI YEARBOOK 2012

### SIPRI Yearbook 2012: Armaments, Disarmament and International Security

Publié par Oxford University Press (OUP) en juillet 2012, au nom du SIPRI

ISBN 978-0-19-965058-3, relié, xx+560 pages, £100/\$185

*Le SIPRI Yearbook 2012* peut également être commandé en librairies, sur la plupart des sites de ventes de livres en ligne ou directement auprès d'Oxford University Press :

**[www.oup.com/localecatalogue/cls\\_academic/?i=9780199650583](http://www.oup.com/localecatalogue/cls_academic/?i=9780199650583)**

Pour de plus amples informations : [www.sipri.org/yearbook/](http://www.sipri.org/yearbook/)

#### SIPRI YEARBOOK ONLINE

Les acquéreurs de l'édition imprimée auront également la possibilité d'accéder au SIPRI Yearbook en ligne, avec les avantages suivants :

- Le texte intégral du SIPRI Yearbook
- Une recherche simple mais puissante à travers les éditions depuis 2010
- De nombreux liens vers des ressources sur Internet faisant autorité
- L'autorité du SIPRI Yearbook quel que soient le moment ou le lieu où vous êtes en ligne

**[www.sipriyearbook.org](http://www.sipriyearbook.org)**

## TRADUCTIONS

*Le SIPRI Yearbook 2012 sera traduit en :*

- arabe par le Centre for Arab Unity Studies (CAUS), Beyrouth  
**[www.caus.org.lb](http://www.caus.org.lb)**
- chinois, par le China Arms Control and Disarmament Association (CACDA), Beijing,  
**[www.cacda.org.cn](http://www.cacda.org.cn)**
- russe par l'Institute of World Economy and International Relations (IMEMO), Moscou  
**[www.imemo.ru](http://www.imemo.ru)**
- ukrainien par le Razumkov Centre (Ukrainian Centre for Economic and Political Studies, UCEPS), Kyiv  
**[www.razumkov.org.ua](http://www.razumkov.org.ua)**

Ces traductions sont financées par le département fédéral suisse de la Défense, de la Protection civile et du Sport. Veuillez contacter ces organisations pour plus de détails.





# SIPRI YEARBOOK 2012

## Armaments, Disarmament and International Security

The SIPRI Yearbook est un recueil de données et d'analyses sur :

- la sécurité et les conflits
- les dépenses militaires et l'armement
- la non-prolifération, le contrôle des armes et le désarmement

Ce fascicule est un résumé de la 43e édition du SIPRI Yearbook, qui couvre les évolutions en 2011 dans les domaines suivants :

- *conflits armés*, une analyse de la première année du Printemps arabe et des conflits dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'un regard sur la violence organisée
- *opérations de paix et la gestion des conflits*, un aperçu des nouvelles opérations au Soudan du Sud, en Libye et en Syrie
- *dépenses militaires*, soulignant les effets des coupes budgétaires en Europe et aux États-Unis et examinant le coût des guerres d'Afghanistan et d'Irak
- *production d'armes et les services militaires*, une analyse des services à caractère militaire et l'industrie indienne d'armement
- *transferts d'armes internationaux*, en particulier les exportations vers les États touchés par le Printemps arabe et les transferts vers l'Asie du Sud-Est ainsi que vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan
- *forces nucléaires*, dont les stocks et la production de matériaux fissiles
- *contrôle des armes nucléaires et la non-prolifération*, notamment la mise œuvre de New START et la révision des directives du Groupe des fournisseurs nucléaires
- *réduction des menaces à la sécurité dues aux matières chimiques et biologiques*, avec un accent sur l'impact des avancées scientifiques et technologiques
- *contrôle des armes classiques*, y compris les embargos multilatéraux sur les armes et un article sur les bombes à sous-munitions

Le fascicule contient aussi un article de Gareth Evans, ancien ministre australien des Affaires étrangères, sur la nouvelle géopolitique de l'intervention ainsi que des annexes sur les accords de contrôle des armes et de désarmement, les agences de coopération en matière de sécurité, et les événements qui ont jalonné l'année 2011.